

“Il y a eu 40 % de naturalisations en moins en un an. C’est une bonne chose”

A Bruxelles, vous progressez dans les sondages. Comment un élu N-VA apprécie-t-il le fait qu’il contribue personnellement à l’aura d’un gouvernement fédéral et même de la Belgique ?

Nous avons toujours dit que nous voulions remettre ce pays en ordre d’un point de vue socio-économique. C’était notre promesse, et nous la tenons. Les aspects communautaires restent très importants pour nous, mais il faut avouer qu’en la matière, nous n’avons aucun partenaire pour l’instant. Ni du côté francophone, ni du côté néerlandophone. Je suis donc heureux de voir que l’on apprécie notre travail socio-économique. Par ailleurs, s’il y a bien une matière qui n’est pas ‘communautaire’, c’est bien celle de l’asile et de la migration. Je remarque que francophones comme Flamands apprécient la ligne du gouvernement: plus de sévérité envers les fraudeurs pour préserver un accueil plus humain aux plus vulnérables.

Quand on dit que vous marchez dans les pas de Maggie De Block (Open VLD), cela

vous énerve ou vous satisfait ?

Cela ne m’énerve absolument pas. Elle a fait du bon boulot. Mais j’ai d’autres focus, notamment pour aider les mineurs non accompagnés. Et puis nous avons augmenté le nombre de retours avec comme groupe cible les étrangers délinquants en séjour illégal et présents dans nos prisons. J’avoue par ailleurs que je suis surtout satisfait que les socialistes ne soient plus au pouvoir concernant l’asile et la migration.

Leur opposition est féroce à la Chambre. Comment définiriez-vous votre plus grande divergence avec eux ?

Pendant plus de douze ans, nous avons eu un des accès à la nationalité les plus laxistes du monde. A l’époque, nous expliquions en riant qu’avec les socialistes on gagnait la nationalité belge dans un paquet de corn flakes. On l’offrait en tout cas sans aucune condition liée à l’intégration, à la connaissance de la langue par exemple. Cela n’existait nulle part au monde. Aujourd’hui, le nombre de naturalisations a diminué de 40 % en un an. C’est une très bonne

chose. Donner la nationalité trop facilement fut une erreur fondamentale dans le chef des socialistes.

Où en est d’ailleurs votre plainte déposée à l’encontre du député socialiste Emir Kir, qui s’était opposé, au sein d’un avion, à un retour forcé auquel il assistait ?

Elle est au parquet. L’opposition, je l’accepte au sein des hémicycles, pas dans un avion. Les rapatriements sont des moments très sensibles qui doivent pouvoir être exécutés en toute sérénité. Des politiciens ne peuvent y intervenir.

Le Premier ministre a admis s’être trompé au sujet de la N-VA. Vous pourriez dire la même chose à propos des Wallons ?

(Rires) Je ne me suis jamais trompé, car ni moi ni mon parti n’avons eu des ressentiments à l’encontre des Wallons. D’ailleurs, plus je suis en Wallonie, plus je remarque que les Wallons sont chaleureux. Il y a une vraie différence avec la Flandre. En Flandre on est un peu plus directs, carrés. Il y a deux cultures, une germanique et une latine, qui est plus cool.

■ Le secrétaire d’Etat Theo Francken refuse la clé de répartition des migrants.

Entretien **Bosco d’Otreppe**

Dans son bureau qui jouxte la rue de la Loi, Theo Francken (N-VA) hésite entre inquiétude et satisfaction. Un SMS vient de le prévenir que le Godetia, le bateau de la marine belge, est en train de sauver des centaines de migrants en Méditerranée (voir ci-contre). Mais un autre message tarde à arriver. Il devrait préciser le nombre de demandes d’asile reçues par la Belgique durant le mois de mai. “*Mais je sais déjà qu’elles seront en nette augmentation*”, soupire le secrétaire d’Etat N-VA à l’Asile et la Migration, qui rassemble ses papiers d’une main distraite.

Et justement, la Commission européenne a demandé à la Belgique d’accueillir plus de migrants en fonction d’une clé de répartition de ces migrants à travers l’Europe. Votre réaction n’a pas été très enthousiaste. D’abord, le fait qu’il y ait un plan sur la table est quelque chose de positif. Le fait que cette proposition invite à plus de solidarité est une bonne chose également. Cependant, il est vrai que nous ne

sommes pas satisfaits du contenu de cette proposition. La clé de répartition ne prend pas assez en compte ce que les Etats comme la Belgique ont fait par le passé.

Les efforts passés font partie de la clé de répartition pourtant.

Oui, mais pas encore suffisamment.

Vous ne répondez donc pas aux exigences européennes tant que de nouvelles négociations n’ont pas eu lieu ?

Non. De plus, nous demandons qu’il y ait également plus de solidarité intra-européenne. La Grèce et l’Italie se plaignent d’assumer seules les flux migratoires, ce qui n’est pas vrai. Beaucoup de migrants ne restent que peu de temps sur leur territoire, et ce sont les pays de l’Europe de l’ouest et du nord qui doivent investir des sommes importantes pour les intégrer sur le long terme. Nous demandons donc que ces pays respectent les directives européennes. Ils doivent ainsi identifier les migrants en prenant leurs empreintes digitales par exemple. Dans le climat actuel, c’est indispensable.

S’attaquer aux passeurs est également un

objectif européen. Quelles pistes préconisez-vous ?

D’abord, je tiens à souligner que je n’ai jamais dit qu’il fallait abattre les bateaux des passeurs. J’ai évoqué cette idée qui est une idée européenne, mais qui ne vient pas de moi. S’attaquer aux passeurs, c’est s’attaquer aux symptômes, et non pas aux causes de l’immigration qui sont d’ordre géopolitique, climatique ou démographique. Pour autant,

s’attaquer aux passeurs est indispensable, car il faut briser un business qui leur rapporte plus d’argent que les trafics d’armes ou de drogue. Il n’y a cependant pas encore de recettes magiques en la matière.

Pour revenir à la Belgique, vous avez présenté cette semaine en commission un nouveau modèle d’accueil pour les migrants (voir notre

édition du 28 mai). Théoriquement il semble réalisable, mais financièrement il apparaît encore comme problématique, notamment pour activer de nouvelles places d’accueil en cas de gros flux migratoire.

Je peux vous annoncer que lors de l’élaboration du budget 2016, je vais demander une clause spéciale. Lorsque le taux d’occupation des places d’accueil dépassera 94 %, Fedasil pourra puiser

“Dans la situation actuelle, on ne doit pas craindre une nouvelle crise de l’accueil.”

THEO FRANCKEN
Secrétaire d’Etat à l’Asile
et la Migration (N-VA).

jusqu'à 30 millions d'euros dans ses propres réserves pour activer de nouvelles places "tampon". Fedasil pourra de la sorte en activer jusque 2 300.

Le taux d'occupation est aujourd'hui de 77 %. Vous assurez donc les Belges d'avoir pris vos dispositions pour éviter une nouvelle crise de l'accueil ?

Dans la situation actuelle, on ne doit rien craindre.

A nos côtés, les efforts de l'Allemagne et de la Suède sont impressionnants. Cela ne vous encourage-t-il pas à faire mieux ?

Absolument pas. Je ne veux pas accueillir plus pour accueillir plus. Je veux accueillir mieux, pas plus. On fait déjà mieux que la moyenne européenne.

On a beaucoup reparlé de la sévérité de l'Office des étrangers dans le cadre de la procédure 9ter qui permet à certains migrants d'obtenir un statut de protection en cas de maladie grave. Cette sévérité vous inquiète-t-elle ?

En décembre 2011, tous les partis de gauche comme de droite ont voté en faveur d'un filtre médical car il y avait énormément d'abus. Aujourd'hui, je fais confiance aux médecins qui travaillent avec l'Office. Je veux bien admettre que de rares erreurs humaines puissent se produire, mais pas de manière structurelle, et c'est en ce sens que je n'envisage aucune réforme structurelle.

Épinglé

Le Godetia secourt plus de 200 migrants en Méditerranée

Le navire de commandement et de soutien logistique Godetia de la Marine belge s'est porté vendredi matin au secours d'un bâtiment en détresse en mer Méditerranée, venant en

aide à plus de 200 migrants, a-t-on appris de sources concordantes.

Le Godetia, qui patrouille depuis dimanche en Méditerranée centrale, a en effet rencontré ce navire en panne de moteur au large de Malte. Les 92 soldats belges présents sur place ont pris à leur bord une septantaine de personnes en priorité, des femmes et des enfants, selon une source sûre à Bruxelles. (Avec Belga)